



---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 16 /3 (1989)

DOI: 10.11588/fr.1989.3.53640

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.



LA RÉVOLUTION FRANÇAISE  
DANS L'HISTORIOGRAPHIE ALLEMANDE DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE :  
LE CAS DE HEINRICH VON SYBEL \*

Critiquant l'historiographie allemande de son temps, le publiciste, écrivain, professeur et collaborateur renommé de périodiques français, anglais et italiens, Karl Hillebrand, écrivait en 1874: »L'histoire en Allemagne, malgré l'impartialité dont ses chefs se piquent, est avant tout nationale et protestante. MM. les Professeurs peuvent se faire toutes les illusions qu'ils veulent sur leur »objectivité«, sur leur »incorruptibilité scientifique«, sur »la droiture de leur conscience« et »l'infailibilité de leur méthode« ... qu'ils le veuillent ou non, qu'ils le sachent ou pas, ils ont servi les intérêts nationaux et protestants. Ils ont plié l'histoire à leur fantaisie. Parmi les faits, ils ont choisi ceux qui rentraient dans leur point de vue. La science apprise sur les bancs de l'Université, ils ont vite fait de l'oublier: la tendance nationale et protestante seule leur est restée«. <sup>1</sup> Un quart de siècle plus tard, ce jugement sévère fut repris par l'historien français, Antoine Guiland, qui constatait que »ces lignes ne s'appliquent à aucun historien mieux qu'à Henri de Sybel qui fut par excellence, en Allemagne, le représentant de la tendance nationale et protestante«. <sup>2</sup> Et encore récemment, en 1974, Walter Grab, professeur d'histoire à Tel Aviv, croyait pouvoir trouver dans l'»Histoire de l'Europe pendant la Révolution française« de Heinrich von Sybel »une haine ardente contre les idées de la démocratie et de la souveraineté du peuple«. <sup>3</sup> Grab reprend ainsi le jugement de Guiland qui reproche à Sybel »cette haine de la Révolution« <sup>4</sup>.

Ces prises de position dont on pourrait multiplier les exemples prouvent que l'»Histoire de l'Europe pendant la Révolution française« de Sybel demeure de nos jours une pierre d'achoppement et fait l'objet d'une critique plus ou moins radicale. Cependant, nous sommes fondés à nous poser la question de savoir si des jugements tels que ceux qui viennent d'être cités sont encore appropriés aujourd'hui à l'homme et à son œuvre historique. Cette question se pose d'autant plus que des études modernes ont non seulement approfondi et précisé nos connaissances sur l'historien et sur l'homme politique que fut Heinrich von Sybel mais aussi, et

\*Texte élargi et annoté prononcé à l'occasion de la conférence annuelle de l'Institut Historique Allemand, Paris, le 21 octobre 1988.

1 Karl Hillebrand cité sur Antoine GUILLAND, *L'Allemagne nouvelle et ses historiens*. Niebuhr, Ranke, Mommsen, Sybel, Treitschke, Paris 1899, p. 150. – Sur Karl Hillebrand cf. Leo HAUPTS, *Karl Hillebrand als Publizist und Politiker*, thèse Köln 1959; Heinz-Otto SIEBURG, *Deutschland und Frankreich in der Geschichtsschreibung des 19. Jahrhunderts, 1848–1871* (Veröffentlichungen des Instituts für Europäische Geschichte Mainz, 17), Wiesbaden 1958, pp. 293–301.

2 GUILLAND (voir n. 1) p. 150.

3 »Sein Werk »Geschichte der Revolutionszeit von 1789 bis 1800«, das er nach dem Scheitern der Revolution von 1848 konzipierte und dessen erste Auflage während der Reaktionsperiode der Fünfzigerjahre erschien, war von glühendem Haß gegen die Ideen der Demokratie und Volkssouveränität geprägt. Sein Ziel war es, die politische Unfähigkeit der Franzosen darzulegen und zu beweisen, daß Demokratie in »rasende Pöbelherrschaft« ausarten müsse.« Walter GRAB, *Französische Revolution und deutsche Geschichtswissenschaft*, dans: *Jahrbuch des Instituts für deutsche Geschichte* (Tel Aviv) 3 (1974) p. 20.

4 GUILLAND (voir n. 1) p. 170.

surtout, sur son historiographie et ses conceptions théoriques de l'histoire<sup>5</sup>. Grâce aux résultats de ces recherches modernes l'opportunité de rouvrir aussi le débat sur l'« Histoire de l'Europe pendant la Révolution française » de Heinrich von Sybel se justifie à plus d'un titre.

Vouloir traiter dans une seule conférence tous les aspects possibles de son ouvrage et les problèmes qu'il soulève serait une gageure et j'ai la prudence de ne pas tenter une telle aventure. Aussi concentrerai-je mon exposé autour de trois lignes directrices :

- I. Heinrich von Sybel: Historien et homme politique
- II. L'« Histoire de l'Europe pendant la Révolution française » de Sybel et l'historiographie allemande du XIX<sup>e</sup> siècle
- III. Modernité, partialité et objectivité dans l'œuvre principale de Sybel.

## I. Heinrich von Sybel: Historien et homme politique

Le triple caractère antiféodal-antiultramontain-antidémocratique des convictions politiques de Sybel, se manifestant déjà dans sa publication sur les partis politiques de la province rhénane de 1847<sup>6</sup>, fut le résultat d'influences diverses que Sybel avait subies pendant sa jeunesse, ses études à l'Université et pendant les premières années de sa vie de professeur d'histoire et d'homme politique. « Je reconnais, dit-il plus tard, tout ce que je dois au milieu de ma famille et à mon origine rhénane »<sup>7</sup>. Ce fut à Düsseldorf, de son temps ville moyenne de 20 000 habitants, que naquit Heinrich Karl Ludolph von Sybel, le 2 décembre 1817. Ses parents appartenaient à la riche bourgeoisie rhénane. Leur maison était un des centres de réunion de la bonne société de la ville que fréquentaient des musiciens comme Felix Mendelssohn Bartholdy et des hommes de lettres comme Karl Immermann<sup>8</sup>. Le père de Sybel, juriste et conseiller auprès du gouvernement de la province rhénane à Düsseldorf, anobli en 1831 par le roi de Prusse, entretenait, d'autre part, des relations étroites avec des représentants de l'industrie et du grand capital de la Rhénanie. Protestant et libéral convaincu, il faisait siennes les opinions et exigences politiques des représentants du « libéralisme rhénan » formulées, par exemple, par Hansemann, Beckerath, Camphausen et Mevissen<sup>9</sup>. Malgré son anoblissement et l'acquisition de terres nobles le père de Sybel resta, toute sa vie, un représentant typique de la haute et riche bourgeoisie libérale de la Rhénanie; il ne devint pas un aristocrate. Ceci vaut aussi pour son

5 SIEBURG (voir n. 1); cf. Hellmut SEIER, *Die Staatsidee Heinrich von Sybels in den Wandlungen der Reichsgründungszeit 1862/71* (Historische Studien, 383), Lübeck, Hamburg 1961; Hans SCHLEIER, *Sybel und Treitschke. Antidemokratismus und Militarismus im historisch-politischen Denken groß-bourgeoiser Geschichtsideologien* (Deutsche Akademie der Wissenschaften zu Berlin. Schriften des Instituts für Geschichte, Série I: Allgemeine und deutsche Geschichte, 23), Berlin (Est) 1965; Hellmut SEIER, *Heinrich von Sybel*, dans: Hans-Ulrich WEHLER (éd.), *Deutsche Historiker II*, Göttingen 1971, pp. 24-38; Folkert HAFERKORN, *Soziale Vorstellungen Heinrich von Sybels* (Kieler Historische Studien, 23), Stuttgart 1976; Wolfgang J. MOMMSEN, *Objektivität und Parteilichkeit im historiographischen Werk Sybels und Treitschkes*, dans: Reinhart KOSELLECK, Wolfgang J. MOMMSEN, Jörn RÜSEN, *Objektivität und Parteilichkeit in der Geschichtswissenschaft*, München 1977, pp. 134-158; Volker DOTTERWEICH, *Heinrich von Sybel. Geschichtswissenschaft in politischer Absicht, 1817-1861* (Schriftenreihe der Historischen Kommission bei der Bayerischen Akademie der Wissenschaften, 16), Göttingen 1978.

6 Voir aussi SEIER, *Heinrich von Sybel* (voir n. 5) p. 26.

7 Cf. Paul Egon HÜBINGER, *Heinrich von Sybel*, dans: Walter FÖRST (éd.), *Rheinisch-Westfälische Rückblende*, Köln, Berlin 1967, p. 106.

8 Cf. DOTTERWEICH (voir n. 5) pp. 29-33.

9 Ibid., p. 25.

célèbre fils, qui ne se rattachait guère, comme on l'a prétendu, »par ses idées et ses goûts ... à la classe aristocratique des fonctionnaires prussiens dont le baron Stein fut le modèle.«<sup>10</sup>

Déjà comme lycéen à Düsseldorf, Sybel s'intéressait à l'histoire. Lors du baccalauréat, son professeur d'histoire lui attesta »des connaissances profondes et précises en histoire, géographie et chronologie«<sup>11</sup>. Il n'est donc pas surprenant qu'Heinrich von Sybel se décida à faire des études d'histoire. En 1834, à l'âge de 17 ans, il commença ses études à l'Université de Berlin. Ce furent les cours du célèbre historien Leopold von Ranke et du juriste renommé Friedrich Carl von Savigny qui ont attiré le plus le jeune étudiant. Le premier, Ranke, l'avait initié à la méthode critique. »Sous la direction de Ranke, Sybel était devenu un critique de premier ordre«, comme on l'a souligné avec raison. »Doué d'un esprit net, lucide et vigoureux, personne, dans son pays (en Allemagne) ne l'égalait dans l'art de classer les autorités, dans la manière d'établir l'authenticité des sources et de faire la lumière parmi des témoignages contradictoires.«<sup>12</sup> Mais très tôt, Sybel s'éloigna de son maître Ranke sur ce point précis que celui-ci considérait comme la tâche principale de l'historien. Alors que Ranke, dans sa recherche de la vérité historique, essayait, pour ainsi dire, de s'effacer lui-même pour faire apparaître l'individualité historique<sup>13</sup>, Sybel était convaincu que l'historiographe devait revivre le passé avec une sensibilité allant jusqu'à la passion. Sybel exigeait de l'historiographe un engagement personnel. Parmi les principes qu'il formula dans sa thèse de doctorat, présentée en avril 1838, on trouve la phrase célèbre »Historiae scriptor scribat cum ira et studio«<sup>14</sup>. Cependant, selon la conviction de Sybel, la partialité et l'engagement personnel de l'historien devaient être accompagnés de la méthode critique de Ranke<sup>15</sup>.

Le juriste Savigny avait fait comprendre à Sybel que de bonnes connaissances juridiques étaient aussi des conditions préalables pour pouvoir bien saisir et écrire l'histoire politique. De Savigny, Sybel avait appris que l'histoire n'était pas seulement scientifique par l'exactitude de la recherche, mais qu'elle l'était encore par la somme de vérités morales, sociales et politiques qu'elle peut établir. »En montrant que les sociétés, depuis l'origine du monde, évoluent toujours dans le même sens et de la même manière, (Savigny) en concluait que le nombre d'expériences politiques qu'a faites l'humanité peut se ramener à quelques types: que ces expériences s'étant répétées sous des formes analogues à toutes les époques de l'histoire, il suffit d'interroger le passé pour avoir la clef de tous les problèmes politiques du jour.«<sup>16</sup>

En automne 1838, Sybel se rendit à Bonn où il continua sa carrière universitaire. Deux ans plus tard, en 1840, Sybel accédait à sa »Dozentur« et fut autorisé à faire un cours libre d'histoire. Le 29 avril 1844 il fut nommé professeur de seconde classe à l'Université de Bonn. Mais il se trouvait encore dans une situation matérielle assez difficile lorsque, en été 1845, le ministère de l'électorat de la Hesse lui offrit le poste de professeur titulaire d'histoire à l'Université de Marbourg, qu'il accepta sans conditions<sup>17</sup>. Le nouveau milieu où il se trouvait

10 GUILLAND (voir n. 1) pp. 152-153.

11 Dans le certificat de maturité le professeur Crome soulignait les »genauen, sicheren und umfassenden Kenntnisse in Geschichte, Geographie und Chronologie«. Cité par DOTTERWEICH (voir n. 5) p. 39.

12 GUILLAND (voir n. 1) p. 155.

13 Sur Ranke: Georg G. IGGERS, *Deutsche Geschichtswissenschaft. Eine Kritik der traditionellen Geschichtsauffassung von Herder bis zur Gegenwart*, München 1971, pp. 86-119; Helmut BERDING, Leopold von Ranke, dans: Hans-Ulrich WEHLER (éd.), *Deutsche Historiker*, t. 1, Göttingen 1971, pp. 7-24.

14 SYBEL, *De fontibus libri Jordanis de origine actuale Getarum*, thèse Berlin [1838], p. 48.

15 Cf. aussi SEIER, *Heinrich von Sybel* (voir n. 5) p. 25; HÜBINGER (voir n. 7) p. 107; Walter BUßMANN, *Heinrich von Sybel, 1817-1895*, dans: *Bonner Gelehrte. Beiträge zur Geschichte der Wissenschaften in Bonn. Geschichtswissenschaften (150 Jahre Rheinische Friedrich-Wilhelms-Universität zu Bonn 1818-1968)*, Bonn 1968, p. 93; DOTTERWEICH (voir n. 5) p. 42.

16 GUILLAND (voir n. 1) p. 156; cf. aussi DOTTERWEICH (voir n. 5) p. 40.

17 Cf. DOTTERWEICH (voir n. 5) pp. 51-52.

transporté lui parut bientôt trop restreint. C'est pourquoi il s'efforça de changer sa situation et de rentrer, si possible, en Prusse. Il ne réussit qu'à moitié dans ses intentions quand, au milieu de l'année 1854, on l'invita à accepter une chaire d'histoire à Munich. Différentes raisons politiques et confessionnelles retardèrent sa nomination jusqu'au mois de février 1856<sup>18</sup>. Dans la capitale bavaroise, il créa un centre important d'études politico-historiques. A cette époque, personne, peut-être, n'a contribué davantage à modifier dans l'Allemagne entière l'esprit et les méthodes de l'enseignement supérieur en histoire. »Non content de fonder à Munich des écoles, des commissions, [la ›Historische Zeitschrift‹], destinée, suivant son expression, ›à l'étude des seules questions historiques qui pouvaient offrir des points de contact avec l'époque présente‹, il publiait une foule d'essais et de brochures d'un caractère essentiellement politique, cherchant pour ainsi dire dans le passé, au fur et à mesure des événements, les sujets les plus actuels et les mieux appropriés à servir de leçon.«<sup>19</sup>

En 1861, la chaire du célèbre professeur d'histoire Friedrich Christoph Dahlmann étant devenue vacante à Bonn, ce fut Sybel qui fut appelé à l'occuper et il retourna ainsi non seulement dans cette ville rhénane qu'il avait quittée en 1845, mais aussi en Prusse. C'est à Bonn que commence la véritable carrière politique de Sybel. Pendant cette troisième période de sa vie – entre 1861 et 1875 – la science et la politique étaient étroitement liées. »Vous n'avez sans doute pas compté en rentrant à Bonn, lui écrivait Gustav Freytag, sur une vie tranquille, coulant paisiblement; les combats de Munich seront à peine plus dégoûtants que ceux qui vous attendent ici; mais nous ne sommes pas sur la terre pour nous reposer. En vous voyant sur le premier champ de bataille de l'Allemagne, c'est pour moi, comme pour beaucoup de braves gens, l'essentiel.«<sup>20</sup> La chaire à Bonn et les mandats à la Chambre prussienne à Berlin servaient à Sybel de moyens pour poursuivre des buts analogues. Ceci vaut aussi largement pour les deux dernières décennies de sa vie qu'il passa à partir de 1875 dans la capitale du nouvel Empire allemand, à Berlin. En juin 1875, il fut appelé à la direction des Archives d'Etat prussiennes (Preußische Staatsarchiv) et des Archives d'Etat secrètes de Berlin (Berliner Geheimes Staatsarchiv). Comme historiographe officiel de l'ère de la fondation de l'Empire allemand, il a influencé profondément les positions et conceptions historiques des contemporains de cette époque et celles de la postérité avant de décéder le 1<sup>er</sup> août 1895 à Marbourg.

Mais Sybel n'a jamais voulu n'être qu'un érudit. Le milieu social et politique de sa famille, ses expériences pendant sa jeunesse et le temps de ses études ont favorisé sa décision de s'engager aussi dans la vie politique. Il s'intéressait beaucoup au mouvement politique des années quarante. Il était conscient de la distance qui existait alors entre les revendications et les possibilités de la bourgeoisie de participer à l'organisation de l'Etat et de la société. Mais avant la Révolution de 1848, son engagement politique se situait seulement au niveau de ses activités de plume. Comme publiciste et historien il lutta, dans ses écrits et publications des années quarante, contre l'ultramontanisme, c'est-à-dire contre ce catholicisme politique qui, dans la lutte concernant les rapports entre l'Etat et l'Eglise, s'orientait décidément vers Rome. Dans sa brochure ›Die politischen Parteien der Rheinprovinz...‹ (Les partis politiques dans les provinces rhénanes), publiée en 1847, Sybel écrivait: »Etre ultramontain et patriote allemand, sont deux choses qui s'excluent: on ne peut servir deux maîtres à la fois, le pape et le roi; entre les deux, il faut choisir.«<sup>21</sup> Comme publiciste, Sybel critiquait aussi les ambitions exclusives et la politique de fermeture de la vieille noblesse dans la province rhénane. C'est dans cette attitude devant la politique des membres de la vieille noblesse rhénane que s'expriment déjà les convictions antiféodales de Sybel qui sont aussi caractéristiques de sa position que son ›anti-ultramontanisme.«

18 Cf. DOTTERWEICH (voir n. 5) pp. 228–235.

19 T. de WYZEWA, La vie et l'œuvre d'Henri de Sybel, dans: Revue des deux mondes 132 (1895) p. 225.

20 GUILLAND (voir n. 1) p. 195.

21 Traduction par GUILLAND (voir n. 1) p. 159.

Dans les dernières années précédant la Révolution de 1848, Sybel était déjà un homme fort en vue en Allemagne. Et ce fut en 1848 qu'il entra résolument dans l'action politique. Il prit part au Congrès préparatoire du Parlement de Francfort, et il ne tarda pas à devenir, à Marbourg, un personnage assez populaire. Mais il lui fut impossible de trouver une circonscription qui voulût le choisir pour la représenter à l'Assemblée nationale de Francfort. Les partis ayant commencé à se dessiner, il se rangea ouvertement dans les rangs constitutionnels. A son ami Bruno Hildebrand, il écrivait à ce moment-là non sans ironie: »J'eus même le malheur de devoir me prononcer un jour en public contre la république allemande et le suffrage universel: sur quoi le peuple souverain me donna mon congé.«<sup>22</sup> Il n'en fut pas moins délégué, par ses collègues de l'Université de Marbourg, au »Landtag« hessois (à la Diète hessoise). Mais là encore on le trouva modéré. Il ne peut y avoir de doute que, pendant la phase culminante de la Révolution de 1848, Sybel s'était rallié à l'aile droite du libéralisme<sup>23</sup>.

Il a été dit que Sybel avait favorisé, *avant* et au *début* de 1848, l'unification de l'Allemagne sous l'égide de la Prusse. »Il savait que, sans la Prusse, cette unité ne pourrait jamais se faire, mais il croyait aussi que pour rendre sa mission en Allemagne populaire et efficace, la Prusse devait se mettre à la tête du mouvement libéral.«<sup>24</sup> Mais ceci ne correspond pas à la réalité. Au printemps de 1848 encore, il était convaincu que ce serait un malheur si par l'exclusion de l'Autriche, l'Allemagne perdait plus d'un quart de ses meilleures ethnies<sup>25</sup>. Ce ne fut qu'à l'automne de 1848 que Sybel accepta la »petite solution« de la question allemande, c'est-à-dire la réalisation de l'unité des Allemands sous l'hégémonie de la Prusse en excluant l'Autriche qui, néanmoins, devait rester attachée à l'Allemagne unifiée par une alliance indissoluble<sup>26</sup>. En 1860, quand les données politiques eurent changé, Sybel propagea plus l'idée d'une réforme progressive de la Confédération germanique, ceci malgré sa sympathie pour Cavour et son antipathie pour l'Autriche. S'il n'y avait pas de doute que cette réforme devait être réalisée en faveur de la Prusse, celle-ci ne devait pas, néanmoins, avoir pour conséquence l'éloignement complet de l'Autriche de l'Allemagne. D'autre part, cette réforme devait être faite sans guerre civile et sans insurrection nationale et démocratique<sup>27</sup>.

Elu, en 1862, député par la circonscription de Krefeld, Sybel fut deux années durant membre de la Chambre prussienne. En tant qu'un des chefs du centre gauche, il critiqua la politique du gouvernement dans le conflit constitutionnel résultant de la réorganisation de l'armée prussienne. Pendant ces années, Sybel appartint au nombre des adversaires de Bismarck. Pourtant il était plutôt un adhérent d'une politique de compromis à l'égard du gouvernement dans la question de la réorganisation de l'armée. Il s'engageait pour une confirmation du système constitutionnel plutôt qu'il ne voulait l'étendre dans une direction crypto-parlementaire<sup>28</sup>.

Peu de temps après les premiers succès prussiens dans la guerre contre le Danemark, une maladie lui fournit l'occasion de déposer son mandat à la Chambre prussienne. Cette décision de Sybel et sa rupture avec l'opposition ne doivent pas être interprétées seulement comme une capitulation devant le succès de Bismarck. Elles entrent aussi dans le processus de changement, que de larges parties du libéralisme bourgeois avaient entamé auparavant, mais surtout après la Révolution de 1848 en direction de ce que l'on appelait alors »Realpolitik«, politique de réalisme. Considérée dans ce contexte, la rupture de Sybel avec l'opposition peut être interprétée comme un renouement avec ses propres prémisses. Malgré sa paix avec Bismarck il n'acceptait pas les traits bonapartistes du ministre. Il espérait plutôt, avec son évolution

22 Traduction par de WYZEWA (voir n. 19) p. 224.

23 Cf. DOTTERWEICH (voir n. 5) pp. 167-186; SEIER, Heinrich von Sybel (voir n. 5) p. 27.

24 GUILLAND (voir n. 1) p. 160.

25 DOTTERWEICH (voir n. 5) p. 189.

26 Ibid., pp. 189-191.

27 Cf. SEIER, Heinrich von Sybel (voir n. 5) p. 27; DOTTERWEICH (voir n. 5) pp. 352-357; SEIER, Die Staatsidee Heinrich von Sybels (voir n. 5) pp. 71-73.

28 Cf. SEIER, *ibid.* (voir n. 5) pp. 79-89.

politique en faveur de Bismarck, assurer le système constitutionnel contre les tendances bonapartistes du ministre. Des considérations semblables ont aussi joué un rôle lorsque Sybel soutint le projet de constitution de Bismarck à la Chambre constituante de 1867. A cette occasion encore, Sybel lutta contre le suffrage universel parce qu'il redoutait les possibilités démocratiques et césariennes que le suffrage universel impliquait. Après la fondation du nouvel Empire allemand, Sybel devint tout à fait bismarckien. Dans le nouveau parti des nationaux-libéraux il figurait à l'extrême droite<sup>29</sup>.

Sybel a dit lui-même qu'il se considérait à quatre septièmes comme professeur et à trois septièmes comme homme politique<sup>30</sup>. En général, on peut constater qu'il était un homme du centre qui cherchait toujours une position entre les extrêmes. Déjà en 1847/48, une hostilité identique contre l'aristocratie féodale et contre tout radicalisme le caractérisait. C'était cette position intermédiaire et du centre qui était répandue dans les provinces rhénanes, dans le pays natal de Sybel. Malgré tous les changements de tendances qu'on peut constater dans la vie scientifique et politique de Sybel il est resté ce »whig conservateur«, comme Paul Bailleu l'a constaté si justement<sup>31</sup>. Malgré tous les changements de tendances, la synthèse libérale-conservatrice est restée la constante politique de la vie de Sybel<sup>32</sup>.

## II. L'»Histoire de l'Europe pendant la Révolution française« de Sybel et l'historiographie allemande du XIX<sup>e</sup> siècle

La Révolution de février 1848 en France, et, surtout, les espoirs qu'elle avait mobilisés dans les rangs de la gauche radicale-démocratique et socialiste, en Allemagne, furent le motif principal qui amena Sybel à étudier la Révolution française de 1789. Il voulut répondre à l'exigence du moment où, dans l'Allemagne de 1848, les événements révolutionnaires jetaient – selon lui – tous les partis pêle-mêle et où le parti radical commençait à s'allier à de nombreux éléments communistes. Il écrivait plus tard à ce sujet, »j'avais résolu d'écrire un petit essai ou une brochure pour expliquer au peuple dans quelle misère la grande Révolution française avait plongé les basses classes par ses tendances communistes«. <sup>33</sup> Mais comme il arrive souvent, la brochure prit les dimensions d'un volume et devint, finalement, une grande œuvre de cinq tomes. Pendant plus de trente ans, avec une patience infatigable, Sybel pénétra toujours plus avant dans son sujet. Commencés en 1851, les cinq volumes de son »Histoire de l'Europe pendant la Révolution française« ne furent terminés qu'en 1889. Chaque nouvelle édition de son œuvre publiée après 1853, la date de la parution du premier volume, fut revue, corrigée et considérablement augmentée parce qu'il tenait à la compléter par les nouveaux résultats

29 Cf. SEIER, Heinrich von Sybel (voir n. 5) pp. 27–28; ID., Die Staatsidee Heinrich von Sybels (voir n. 5) pp. 174–202.

30 Johann Caspar BLUNTSCHLI, Denkwürdiges aus meinem Leben, Nördlingen 1888, t. 2, p. 309; cf. SEIER, Heinrich von Sybel (voir n. 5) p. 25.

31 Paul BAILLEU, Heinrich von Sybel, dans: Allgemeine Deutsche Biographie 54 (1908), p. 651.

32 »Ungeachtet aller »Akzentverschiebungen« blieb die liberal-konservative Synthese das politische Lebensmotiv: Kooperation und Sammlung von nichtdemokratischen Liberalen und nichtfeudalistischen Konservativen auf der Grundlage eines konstitutionellen Nationalstaats, der nach außen und innen, auch gegenüber gesellschaftlichen und kulturellen Mächten, unbeschränkte Souveränität bewahren und im Zweifel vor Individualrechten den Vorrang haben sollte (»in dubio omnia pro re publica«).« SEIER, Heinrich von Sybel (voir n. 5) p. 28.

33 »Der Forderung des Tages habe er 1848, als »das damalige Toben alle Parteischattierungen durcheinanderrührte« und die »radikale Partei zahlreiche kommunistische Elemente mit sich vereinigte«, anhand einer kleinen Broschüre Genüge tun und darstellen wollen, in welches Elend die große Französische Revolution gerade die niederen Klassen durch ihre kommunistischen Tendenzen gestürzt hatte.« DOTTERWEICH (voir n. 5) p. 196; voir aussi GUILLAND (voir n. 1) p. 161, n. 2.

obtenus grâce aux recherches effectuées depuis l'édition précédente. Sybel n'était point de ces historiens qui croient avoir fait une œuvre définitive lorsqu'ils ont mis le mot »fin« sur la dernière page d'un volume. La conception fondamentale de son œuvre, néanmoins, ne varia pas. Une traduction française, d'ailleurs la seule qui ait été faite d'une histoire de la Révolution française due à un auteur allemand, fut publiée à partir de 1869 à Paris chez Germer-Baillièrre<sup>34</sup>.

La situation en France avant la Révolution, l'origine de la Révolution et celle de la première guerre de la coalition contre la France, le début de la guerre révolutionnaire et la campagne en Champagne, les luttes intérieures en France jusqu'à la victoire de Robespierre, l'entrée de la Russie dans la politique européenne, la division de la Pologne et la dissolution de la coalition, les tentatives pour la renouveler, la ruine de la Pologne, la période allant de la chute des Jacobins à la fin de la Convention et la paix de Bâle de 1795, tel est le plan d'un sujet vaste et complexe qui est traité en trois volumes. Les ayant terminés en 1860, il publia les deux derniers volumes entre 1870 et 1879<sup>35</sup>. Ces deux gros volumes étaient consacrés aux événements qui se déroulèrent de 1795 à 1800. Sybel y traitait la fin de la Convention nationale, le Directoire, la conspiration de Babeuf, la paix de Campo Formio de 1797, la guerre de la coalition, l'ascension de Napoléon, la fin du Directoire, le Consulat et la paix de Lunéville de 1801. Dans mon analyse de l'œuvre de Sybel, je me concentrerai sur les trois premiers volumes. Faute de temps pour une analyse plus détaillée, je ne peux traiter que les aspects principaux et les plus caractéristiques de l'œuvre de Sybel.

La méthode scientifique et historique de Sybel était tout à fait neuve et moderne par rapport à celle de ceux qui avaient travaillé avant lui sur la Révolution française. L'élève de Ranke avait réussi à se faire ouvrir des archives qui étaient soit ignorées soit inaccessibles avant lui. »... il lut tout ce qu'on avait publié: ouvrages généraux, mémoires, correspondances. Lorsque les sources imprimées furent épuisées, il eut recours aux sources inédites, papiers d'Etat et documents d'archives. A une époque où, à Paris, les archives n'étaient que difficilement ouvertes aux Français, il obtint, par faveur particulière de Napoléon III, d'avoir accès aux dépôts les plus précieux du ministère de la guerre, et à ceux de l'intérieur et des affaires étrangères. Ces renseignements recueillis à Paris, il les compléta par d'autres, qu'il alla chercher à Londres, à Bruxelles, à La Haye, à Berlin.«<sup>36</sup> Même du côté français, on a reconnu »qu'il fut le premier à recourir aux sources. Avant lui, c'était pour ainsi dire *à priori* qu'on faisait l'histoire de la Révolution<sup>37</sup>.« En 1869, dans son compte rendu sur le premier volume de l'»Histoire de l'Europe pendant la Révolution française«, H. Lot constatait dans la »Revue critique d'histoire et de littérature«: »Qu'on excuse Lamartine, Thiers, Louis Blanc, par exemple, en mettant une part de leur négligence au compte de l'exil, de la jeunesse et de la poésie; soit, mais quand on pense que Michelet a vécu pendant vingt ans au centre du plus précieux dépôt, sans se soucier d'en mettre à profit les richesses, on demeure frappé d'étonnement. Le premier (en 1853) M. de Sybel a eu l'idée de pénétrer jusqu'aux sources de

34 »Histoire de l'Europe pendant la Révolution française, par H. de SYBEL, membre du Parlement de l'Allemagne du Nord, professeur à l'Université de Bonn. Traduit de l'allemand par M<sup>lle</sup> Marie DOSQUET, édition revue par l'auteur, Paris, Germer-Baillièrre, 1869. t. I<sup>er</sup>, VIII-604 p.« Compte rendu par H. LOT, dans: Revue critique d'histoire et de littérature 42 (1869), pp. 249-256.

35 La publication des différents volumes et des éditions nouvelles en Allemagne: Geschichte der Revolutionszeit von 1789 bis 1795, vol. I (1853); vol. II (1854); vol. III, 1 (1858); vol. III, 2 (1860); Geschichte der Revolutionszeit von 1789 bis 1800, vol. IV, 1 (1870); vol. IV, 2 (1871); vol. V, 1 (1874); vol. V, 2 (1879). La deuxième édition paraissait à partir de 1859, une troisième à partir de 1865, une quatrième à partir de 1877. La quatrième édition, en dix volumes, fut rééditée en 1882. De 1897 à 1900 paraissait une édition à bon marché chez Cotta à Stuttgart. Je cite sur la base de l'édition parue entre 1897 et 1900 chez Cotta à Stuttgart.

36 GUILLAND (voir n. 1) p. 162.

37 GUILLAND (voir n. 1) p. 164.

l'histoire révolutionnaire.<sup>38</sup> Et il appliquait la méthode critique apprise dans les séminaires de Ranke. Non seulement tous les faits de la Révolution déjà connus à son époque mais aussi tous les documents et toutes les sources qu'il utilisait étaient soumis à une critique très serrée.

En outre, la dimension économique et sociale de l'histoire de la Révolution de Sybel était moderne et tout à fait neuve. L'étude des questions économiques et sociales y est abordée avec un soin et une préparation hors pair pour son temps. Le premier chapitre, la France avant la Révolution, et plusieurs parties de son œuvre en témoignent encore aujourd'hui malgré tous les progrès indéniables que la recherche scientifique a fait, depuis, dans ces domaines. En esquisant la situation complexe en France avant 1789, il ne s'arrête pas à l'état de la royauté, de son administration et des essais de réformes sous Louis XV et Louis XVI, mais il aborde déjà des problèmes qui, plus tard, seront longuement repris et discutés par la recherche moderne. Il étudie, par exemple, les questions relatives à la culture des champs, à la division et à la répartition de la propriété territoriale parmi les membres des différents ordres et états. Il aborde, en outre, la situation des finances de l'Etat et le problème complexe des salaires ainsi que du prix des céréales et du pain. Sybel remarque que le prix du pain n'a presque pas varié depuis un siècle, tandis que la production du blé a simplement suivi l'accroissement de la population<sup>39</sup>. Grâce aux résultats de la recherche moderne, nous savons que la première partie du bilan de Sybel doit être corrigée, car il y a eu une hausse de longue durée des prix agricoles au XVIII<sup>e</sup> siècle, mais une hausse pas trop spectaculaire à côté de celle de la fin des années quatre-vingts<sup>40</sup>. Il faut aussi corriger maintenant les chiffres donnés par Sybel concernant la population française à la veille de la Révolution. Il parle d'une population totale de 25 millions et de 21 millions de paysans<sup>41</sup>. Néanmoins c'est, pour cette époque, une estimation assez remarquable car nous ne disposons d'estimations globales plus précises que depuis 1975. C'est cette année là que furent publiés les résultats de la grande recherche de l'Institut National d'Etudes Démographiques. Suivant l'estimation de l'INED environ 27,3 millions d'habitants vivaient en France dans les frontières géographiques de 1789<sup>42</sup>. Mais Sybel avait raison en suggérant que la production du blé a simplement suivi l'accroissement de la population. Il n'y a pas eu, comme nous le savons aujourd'hui, cette fameuse «révolution agricole» dont on avait parlé dans le passé. Ceci a été souligné de nouveau par Michel Morineau dans sa contribution lors du colloque organisé, en 1975, à Göttingen et dont le sujet général était: «De l'Ancien régime à la Révolution française»<sup>43</sup>.

Dans son premier livre Sybel parlait déjà de la «réaction nobiliaire» sous Louis XV et Louis XVI sans employer le terme. Il faisait allusion à la fermeture des Parlements et d'autres cours de justice supérieures ainsi que de la haute administration aux roturiers ou aux nobles d'origine récente et il parlait de l'exclusivité aristocratique du corps des officiers de l'armée, conséquence du fameux règlement de Ségur datant de 1781<sup>44</sup>. La discussion sur la «réaction

38 H. LOT, Comte rendu sur «l'histoire de l'Europe pendant la Révolution française, par H. De Sybel, Paris 1869, t. I<sup>er</sup>», dans: Revue critique d'histoire et de littérature 42 (1869) p. 249.

39 Cf. Heinrich von SYBEL, Geschichte der Revolutionszeit 1789–1800, Stuttgart 1897 (Edition Cotta), t. 1, pp. 38–40.

40 Fernand BRAUDEL, Ernest LABROUSSE (éd.), Histoire économique et sociale de la France. Tome II: Des derniers temps de l'âge seigneurial aux préludes de l'âge industriel (1660–1789), Paris 1970, pp. 383–416.

41 SYBEL (voir n. 39) t. 1, p. 24.

42 Les résultats de la grande recherche démographique de INED sont publiés dans: Louis HENRY, Démographie historique (Population, Numéro spécial, Nov. 1975), Paris 1976.

43 Cf. Michel MORINEAU, Trois contributions au colloque de Göttingen, dans: Ernst HINRICHS, Eberhard SCHMITT, Rudolf VIERHAUS (éd.), De l'Ancien régime à la Révolution française. Recherches et perspectives (Veröffentlichungen des Max-Planck-Institut für Geschichte, 55), Göttingen 1978, pp. 374–419.

44 «Die Verwaltung der Stadt lag also in der Hand eines geschlossenen Verbandes weniger Familien, die im allgemeinen sich nur zu sehr von dem schlaffen und eigensüchtigen Geiste des damaligen Staates

nobiliaire» et sur les conséquences du règlement de Ségur a duré jusqu'à nos jours. Ce ne sont que les travaux récents de François Bluche, Jean Meyer, David D. Bien et Monique Cubells qui ont largement contribué à une vue très différenciée et plus nuancée du problème de la »réaction nobiliaire«<sup>45</sup>. De leurs études résulte que les conclusions généralisantes, dans lesquelles il est question d'une fermeture définitive des Parlements, des Chambres des Comptes et des Cours des Aides aux roturiers ou aux nobles d'origine récente, ne correspondent guère à la réalité. Et David D. Bien a pu souligner, à juste titre, que le règlement de Ségur ne se dirigeait pas contre les roturiers mais plutôt contre les nouveaux nobles, jeunes et riches qui voulaient devenir officiers dans l'armée et dont les pères n'étaient pas militaires<sup>46</sup>. Ces quelques exemples dont le nombre pourrait être multiplié prouvent que l'œuvre de Sybel souleva des questions et des problèmes qui furent, plus tard et pour longtemps des objets de recherches et de discussions retenant l'attention des spécialistes.

Mais Sybel ne traite jamais les questions économiques et financières comme des sujets à part. Il les analyse toujours sous l'angle de vue de leur interdépendance avec l'évolution de la politique intérieure et avec les mesures du gouvernement dans les domaines de la politique militaire et extérieure. Le progrès du processus révolutionnaire, son glissement vers la terreur et l'anarchie, les mesures du gouvernement révolutionnaire contre la propriété et la liberté économique eurent, selon la conviction de Sybel, des conséquences néfastes sur l'état de l'économie générale et les finances de la France. Presque chaque tournant d'une certaine importance dans les changements à l'intérieur de la France est analysé au point de vue des conséquences qui en résultaient pour l'économie et le commerce du pays, pour la situation des paysans et des citadins, pour les impôts et pour les finances. Sybel souligne que tout ceci avait, d'autre part, des répercussions sur le domaine de la politique intérieure et extérieure. Et il avait conscience du fait qu'il était un des premiers à s'occuper des implications économiques et sociales de la Révolution. Car lorsqu'il parle des révoltes agraires et des émeutes rurales et citadines de 1789 et de 1790, il prétend, non sans raison, que les ouvrages sur la Révolution parues avant la sienne avaient gardé un profond silence sur ces événements. Ainsi a-t-on pu croire pendant longtemps, conclut-il, qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle on n'avait voulu ne réaliser qu'une révolution politique et que l'accomplissement d'une révolution sociale aurait été le fait du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>47</sup>. Pour Sybel, la Révolution de 1789 fut non seulement une révolution »politi-

anstecken ließen. An diese reihten sich zunächst die Familien der Geldmacht, die Mitglieder der großen Finanzcompanien, die Pächter der indirekten, die Erheber der direkten Steuern, die Aktionäre der mit Staatsmonopol ausgestatteten Handelscompanien und die größeren Bankiers. Auch diese Kreise waren teils gesetzlich, teils faktisch vollkommen abgeschlossen: die Herrschaft der Börse wurde von der Aristokratie gehandhabt, in welche nur Geburt oder Staatserlaubnis den Zugang eröffnete.« SYBEL (voir n. 39) t. 1, pp. 32–33. – « Der Adel allein hatte Zutritt zu den Offiziersstellen, und wenn von dieser Regel einzelne thatsächliche Ausnahmen vorkamen, so hatte man doch gesetzlich 1781 das Monopol sogar auf den Adel von vier Ahnen beschränkt.« Ibid., p. 57.

45 François BLUCHE, *Les magistrats du Parlement de Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle, 1715–1771* (Annales littéraires de l'Université de Besançon, 35), Paris 1960; Jean MEYER, *La noblesse bretonne au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris 1972; David D. BIEN, *La réaction aristocratique avant 1789: L'exemple de l'armée*, dans: *Annales E. S. C.* 29 (1974) pp. 23–48 et pp. 505–534; Monique CUBELLS, *Le recrutement de la Cour des comptes, aides et finances de Provence au dix-huitième siècle*, dans: *Revue Historique* 251 (1974) pp. 87–106.

46 BIEN (voir n. 45) p. 519.

47 »Um das Bild der Leiden, welche damals das ausgedehnte Reich durchwühlten, zu vervollständigen, muß man noch die Arbeiteraufstände und den Bauernkrieg hinzunehmen. Es ist wohl der bedeutendste Mangel in den früheren Geschichten der Revolution, daß sie über diese Vorgänge ein tiefes Schweigen beobachteten, so daß lange Zeit der Satz allgemeine Geltung hatte, das vorige Jahrhundert habe nur eine politische und erst das jetzige eine sociale Revolution angestrebt, der erste Urheber aber der socialen Bewegung in Frankreich sei Babeuf gewesen.« SYBEL (voir n. 39), t. 1, pp. 267–268.

que«, mais aussi une révolution »sociale«. Nous allons revenir, encore une fois, sur cette question dans un autre contexte.

On a dit qu'il »ne faut évidemment pas demander à Sybel un récit enthousiaste des »grandes journées révolutionnaires«<sup>48</sup>. Il ne leur aurait même consacré que fort peu de place, en invoquant la raison qu'il a surtout voulu faire l'histoire des institutions. Mais une analyse plus précise de l'œuvre de Sybel mène à un jugement plus nuancé. Sybel a bien saisi la portée de l'éruption des forces populaires et il l'a interprété comme une réaction au despotisme féodal que la France a connu pendant des siècles précédents la Révolution. Sybel a essayé d'éclairer ce que furent le peuple et ses actions pendant les événements révolutionnaires. Il a voulu montrer les raisons et les motifs pour lesquels les masses populaires descendirent dans la rue. Dans ses passages sur la prise de la Bastille, sur la Commune insurrectionnelle de Paris et sur la prise des Tuileries du 10 août 1792, sur les »massacres de Septembre« 1792, c'est-à-dire sur les journées révolutionnaires de 1789 à 1795, il tient compte du rôle des forces collectives, des »foules révolutionnaires«<sup>49</sup>. Certes, beaucoup de ses assertions restent à la surface du problème et elles sont, entretemps, dépassées par la recherche moderne, par exemple, par les travaux de Georges Lefebvre et de George Rudé<sup>50</sup>. Mais ceci ne change rien au fait qu'il fût un des premiers à poser la question. Pour Sybel, il faut attribuer aux forces collectives une importance plus grande qu'à l'influence des théories du siècle des Lumières. L'analyse des actions des forces collectives amena Sybel à affirmer que le rôle des individus dans les activités des »foules révolutionnaires« ne devait pas être sousestimé. Cette position n'a certainement pas perdu de sa valeur aujourd'hui.

La conception méthodologique de Sybel était tout à fait moderne et neuve dans sa manière de mettre l'accent sur l'interdépendance entre la politique intérieure et la politique extérieure et de les saisir dans leurs actions réciproques. Sybel avait l'intention de montrer les relations existant entre la politique intérieure et extérieure de la France d'une part et la diplomatie des grandes puissances et les divisions de la Pologne d'autre part. C'est la partie la meilleure, la plus neuve, et même la plus étendue de Sybel. Pour la première fois, à son époque, on a pu assister, grâce à ce travail, au spectacle des négociations diplomatiques de la Prusse, de l'Autriche, de l'Angleterre et de la Russie, pendant la période révolutionnaire. Ce procédé méthodologique de Sybel a été critiqué par des contemporains français. On lui reprochait d'avoir voulu »démontrer que la Révolution française n'avait rien de si merveilleux, que c'était un événement analogue à la destruction de la Pologne par les puissances du Nord ...«. <sup>51</sup> Par ce procédé il aurait cherché »à ... amoindrir la portée«<sup>52</sup> de la Révolution. Il me semble que cette critique est un peu superficielle. En premier lieu, Sybel a voulu traiter la Révolution française dans un contexte historique plus large, dans l'interaction des développements économiques, sociaux, diplomatiques et militaires ou, pour utiliser le terme de Leopold von Ranke, dans la dimension de »l'histoire universelle« (Universalgeschichte). Il n'ignora pas du tout la portée et l'importance de la Révolution française. Je vais reprendre ce problème dans un autre contexte dans lequel il sera question des jugements de Sybel sur la Révolution.

Dans les passages qu'il consacre aux relations internationales, Sybel accorde une importance majeure à la question de l'origine des guerres de la Révolution. Il voulait détruire les légendes

48 GUILLAND (voir n. 1) p. 169.

49 Cf. SYBEL (voir n. 39) t. 1, pp. 78-83; t. 2, pp. 154-164, 253-264; t. 3, pp. 341-343; t. 4, pp. 3-31.

50 Georges LEFEBVRE, »Foules révolutionnaires«, dans: Annales historiques de la Révolution française 11 (1934) pp. 1-26; George RUDÉ, La Foule dans la Révolution française, Paris 1982; ID., Les débuts d'une idéologie révolutionnaire dans le petit peuple urbain en 1789, dans: Eberhard SCHMITT, Rolf REICHARDT (éd.), Die Französische Revolution - zufälliges oder notwendiges Ereignis?, München, Wien 1983, t. 1, pp. 29-40.

51 Alfred RAMBAUD, Un historien allemand de la Révolution française. M. H. de Sybel, dans: La Revue politique et littéraire 12 (1877) p. 790.

52 GUILLAND (voir n. 1) p. 168.

qui avaient, à son avis, été construites autour de cette question. Se fondant sur les résultats de ses recherches dans les archives des grandes puissances européennes, il refusait d'accepter la thèse de la «croisade» de l'Europe des monarchies contre la Révolution. Pour lui, l'intérêt majeure des puissances de l'Europe centrale et de l'Est se concentrait sur la Pologne et non pas sur les affaires intérieures de la France. Selon Sybel ce sont les Girondins sous la conduite de Brissot, qui furent les plus grands responsables de la guerre<sup>53</sup>. C'est la Gironde «qui entreprit cette guerre pour renverser la constitution monarchique de 1791, Louis XVI et les Feuillants»<sup>54</sup>. Quant à l'Empereur du Saint Empire, Leopold II, Sybel assure qu'il «ne cherchait qu'à défendre contre les attaques des Jacobins cette constitution, dernier rempart qui les protégeait encore contre l'établissement de la République.»<sup>55</sup>

La position de Sybel fut acceptée, du moins en substance, par beaucoup d'historiens modernes, dont François Furet et Denis Richet. Dans leur livre sur «La Révolution française», ils constatent: «L'histoire des Girondins est intimement liée aux vicissitudes de la guerre. Cette guerre ... ils l'ont préparée, ils l'ont déclenchée.»<sup>56</sup> Mais, très tôt, la position de Sybel fut critiquée par son maître, Leopold von Ranke, dans son livre «Ursprung und Beginn der Revolutionskriege 1791 und 1792» (Origines des guerres de la Révolution), paru en 1875<sup>57</sup>. Ranke ne nie pas que la guerre fut déclenchée par le gouvernement français. Mais il souligne que la guerre était finalement inévitable parce qu'elle résultait du conflit de deux grands principes contradictoires. Pendant la guerre de 1792, écrivait-il, les fondements de l'Europe, tels qu'ils s'étaient établis dans un long processus historique, et leur caractère supranational entrèrent dans une contradiction indissoluble avec la France révolutionnaire, c'est-à-dire avec le droit inaliénable d'une nation à prendre elle-même ses décisions dans les domaines de la politique intérieure et extérieure. La réalisation du plan du chancelier d'Etat autrichien Kaunitz de réunir un congrès européen pour régler les affaires intérieures de la France aurait amené, selon Ranke, l'établissement d'un aréopage européen qui aurait réprimé tous les mouvements nationaux spontanés<sup>58</sup>. Dans ce conflit, il s'agissait donc aussi de savoir s'il était admissible qu'un peuple qui venait de révéler son esprit d'indépendance et sa volonté de régler ses affaires seul, tolérât que des étrangers s'immisçassent dans sa politique. Si l'on considère le problème du point de vue de Ranke, point de vue qui ne fut pas accepté par Sybel<sup>59</sup>, la guerre entre la France et les puissances coalisées semblait être, à la longue, inévitable.

53 Cf. SYBEL (voir n. 39) t. 2, pp. 12-14.

54 «Nein, nach völlig freiem Entschlusse ist der Krieg durch die Gironde begonnen worden, um die monarchische Verfassung von 1791 zu beseitigen, und Ludwig XVI., die Feuillants und Kaiser Leopold wurden von ihnen gedrängt, weil sie alle diese letzte Stellung vor der Republik gegen den Angriff der Jakobiner zu behaupten suchten.» SYBEL (voir n. 39) t. 2, p. 14.

55 Voir n. 53.

56 François FURET, Denis RICHEL, La Révolution française, Paris 1973, p. 160; cf. aussi p. 129.

57 Leopold von RANKE, Ursprung und Beginn der Revolutionskriege 1791 und 1792, Leipzig 1875 (2<sup>e</sup> éd. 1879).

58 SIEBURG (voir n. 1) p. 275.

59 La critique de Sybel à la thèse de Ranke se trouve dans le passage suivant: «Tausendmal ist es wiederholt worden: der Krieg, welchen Frankreich gegen die Mächte erklärte, sei nur die Abwehr der Feindseligkeit gewesen, womit diese die Freiheit von 1789 und die Verfassung von 1791 bedroht hätten. Gemäßigtere Freunde der Revolution haben wenigstens eine fatalistische Auffassung ausgesprochen, der sich dann auch aus unparteiischer Objektivität einzelne deutsche Historiker angeschlossen haben: es sei hier überhaupt von persönlichem Willen, von menschlicher Verschuldung und Zurechnung nicht zu reden, vielmehr durch eine unwiderstehliche Naturkraft das alte und das neue Europa in den verhängnisvollen Kampf hineingerissen worden. In Wahrheit aber sind wenige geschichtliche Thatsachen gewisser als das gerade Gegenteil jener Sätze. Das neue Frankreich, wie es durch den 4. August eingeweiht worden, hätte in voller Verträglichkeit neben dem heiligen römischen Reiche bestehen können, so gut wie heute das republikanische Amerika neben den europäischen Monarchien besteht, wenn nicht die brausende Leidenschaft der Gironde in dem Bruche mit

Sybel décrit en détail les événements majeurs de cette guerre. Nous n'allons pas reprendre ici leur déroulement: Mais nous devons nous arrêter quelques instants sur un reproche qui lui a été fait. On lui reprocha de ne pas avoir voulu reconnaître à leur juste mesure les succès militaires des armées révolutionnaires sur la coalition des puissances et le désintéressement, la discipline et les vertus militaires des armées françaises. Ainsi Alfred Rambaud critiquait la thèse de Sybel selon laquelle »nos victoires [c'est-à-dire les victoires françaises] ne sont pas des victoires, que nous avons défait les armées coalisées parce qu'elles le voulaient bien, que nous avons chassé de Belgique des gens qui ne demandaient qu'à s'en aller.«<sup>60</sup> Et se rapportant à la critique de Sybel concernant la discipline des armées révolutionnaires, Guillard écrivit »Soldats et officiers ne sont pour lui que de vulgaires pillards. Les généraux étaient dans l'impossibilité de mettre un frein à la cupidité de leurs officiers et de leurs commissaires et à la grossière indiscipline des soldats«<sup>61</sup>. Certes, il faut le reconnaître, il y a dans les passages en question des phrases malveillantes à l'égard de la France. Mais il ne faudrait cependant pas en conclure, comme l'a souligné à juste titre Albert Sorel, »que ce plan ...d'apologie de la coalition ait conduit M. de Sybel à faire une œuvre absolument partielle et passionnée. Ce serait une erreur ...«<sup>62</sup>. Il ne fait plus l'ombre d'un doute aujourd'hui, que le comportement et les fautes de la coalition ont finalement favorisé les victoires et les succès militaires français. Les incidents, les démêlés de cette alliance militaire mal assortie, les négociations préliminaires de cette coalition politique dont les nœuds étaient si mal serrés, les vues respectives des différentes partis ont certainement joué un rôle négatif du côté de la coalition des puissances. Et si Sybel a critiqué l'indiscipline des armées françaises il n'était pas aveugle sur ce qui se passait du côté des armées de la coalition. Il nous montre très bien les causes de désorganisation des armées alliées. Il n'ignore pas la démoralisation qui y régnait. Il constate que les officiers »ne s'inquiétaient nullement des devoirs de leur position ni du bien des soldats, vivaient dans les orgies et les plaisirs et donnaient le plus mauvais exemple aux troupes par leur propre indiscipline et leur libertinage.«<sup>63</sup> Sybel ne nie pas que les soldats de la coalition, eux aussi, pillaient et saccageaient. Il en résultait que les habitants, poussés à bout, comme les Belges, par la licence des Anglais ... »appelaient de leurs vœux l'arrivée des Français, desquels ils espéraient leur délivrance, et qui devaient les venger d'alliés détestés.«<sup>64</sup> Et lorsqu'il nous peint l'état de l'Allemagne et l'état de la France au moment de la paix de Bâle (1795), il le fait d'une manière modérée et pondérée. A l'égard de l'Allemagne il constate: »Après avoir, pendant les trois années de guerre, mis à peine vingt mille hommes sur pied en dehors des mercenaires payés par l'Angleterre, et après avoir, tout récemment, humblement exprimé ses désirs de paix, l'empire d'Allemagne n'avait plus aucun droit de se plaindre de la négociation de Bâle. On aurait d'ailleurs cherché vainement alors, en Allemagne, le moindre sentiment national; la justice historique ne saurait donc permettre de juger les actes des négociateurs de Bâle ou ceux de l'empereur François d'après les principes d'une politique nationale qui n'existait nulle part.«<sup>65</sup> Et, en regard, ce tableau de la France à la même époque: »La France était dans tout l'essor du progrès et du triomphe. L'indépendance de ce pays était sortie victorieuse d'une lutte terrible, le respect de l'Europe lui était plus assuré qu'il ne l'avait été dans tout le cours du XVIII<sup>e</sup> siècle.«<sup>66</sup>

Deutschland das wirksamste Mittel für ihre zweite Revolution gefunden hätte.« SYBEL (voir n. 39) t. 2, pp. 13-14.

60 RAMBAUD (voir n. 51) p. 796.

61 GUILLAND (voir n. 1) p. 178.

62 Compte rendu sur »l'Histoire de l'Europe pendant la Révolution française, par H. DE SYBEL, traduit par M<sup>elle</sup> Marie DOSQUET, tome III, Germer Baillière«, dans: *Revue Historique* 5 (1877) p. 441.

63 SYBEL, *Histoire de l'Europe pendant la Révolution française*, t. 3, Paris 1876, p. 253.

64 Ibid.

65 Ibid., pp. 379-380.

66 Ibid., pp. 365-366.

Si l'on trouve dans l'ouvrage de Sybel des jugements et des passages malveillants à l'égard de la France révolutionnaire on peut y reconnaître une tendance particulière à rabaisser l'Autriche. Son histoire de la Révolution est une critique, presque toujours plus ou moins fondée, de la politique autrichienne. Par contre, Sybel montre, malgré toute sa critique de certaines décisions du gouvernement prussien, beaucoup de compréhension envers la politique prussienne. Le tableau qu'il nous dessine de l'Autriche dans son « Histoire de l'Europe pendant la Révolution française » est caractérisé par fortes passions anticatholiques du protestant rhénan et par la critique du libéral prussien que Sybel formulait dans les années cinquante et soixante du XIX<sup>e</sup> siècle contre la puissance présidiale de la Confédération germanique, contre l'état de Metternich et contre la bastion de la réaction qu'était l'Autriche à cette époque. Son jugement sur la politique autrichienne dans l'histoire de la période révolutionnaire fut donc influencé par la position que Sybel avait prise à l'égard de l'Autriche comme homme politique. C'était de l'historiographie « cum ira et studio ». Thugut, homme d'Etat autrichien et ministre des affaires étrangères de ce pays était pour Sybel le plus grand responsable des échecs de la coalition des puissances<sup>67</sup>. Par contre, la Prusse représentait pour Sybel l'Etat allemand « qui sut [déjà], au siècle dernier [c'est-à-dire au XVIII<sup>e</sup> siècle], défendre avec conscience et dévouement les vrais intérêts de l'Empire au-dedans et au-dehors et l'Autriche, l'Etat qui, sachant que la constitution avait perdu toute influence, se dégagea sans scrupules de ses devoirs de soumission aux lois de l'Empire, sitôt que les intérêts de sa maison l'exigeaient. »<sup>68</sup> Ceci était aussi valable pour l'époque révolutionnaire car la paix de Campo Formio de 1797 n'était, dans l'opinion de Sybel, rien d'autre qu'une trahison de l'Autriche à l'égard des intérêts de l'Allemagne. A cause de cette trahison, l'Empire faible et divisé avait dû payer les frais des gains territoriaux de l'Autriche<sup>69</sup>.

Après avoir analysé les aspects modernes de l'ouvrage de Sybel, examinons maintenant de plus près son attitude devant la Révolution française, devant cet événement décisif de l'histoire de l'Europe depuis la Réforme. On peut d'abord constater que Sybel distingue deux phases historiques dans le processus révolutionnaire; au cours de la première, on assiste, selon lui, à l'avènement de la « liberté moderne » qui résulte de la destruction des derniers vestiges de l'Etat féodal; au cours de la seconde, ce courant de la libération s'accélère et est finalement renversé « par l'explosion de la démoralisation française », comme il l'écrit dans une lettre du 11 août 1853 à Gustav Droysen<sup>70</sup>. Mais, et il faut le souligner, Sybel reconnaît que la Révolution a finalement concouru au triomphe de la liberté en Europe. Car il constate dans le premier chapitre du livre cinq de son ouvrage: Bien que la Révolution ait fait fausse route, « tout finit [pourtant] par concourir au triomphe d'une bonne cause, et, dans ce sens, il est vrai de dire que la Révolution a hâté l'avènement de la liberté; sans elle un siècle se serait peut-être encore écoulé avant que la moitié de l'Europe se fût complètement affranchie, par des voies pacifiques, des derniers restes de l'Etat féodal. »<sup>71</sup>

Par féodalité, Sybel n'entend pas seulement un régime politique, mais aussi un état social. Ce que nous appellerions le régime seigneurial, quelque peu mitigé et amoindri qu'il subsistât

67 Cf. SYBEL (voir n. 39) t. 4, pp. 195-197; pp. 281-284; t. 6, pp. 57-63; t. 7, pp. 409-416; t. 9, pp. 58-59; pp. 63-64.

68 Cité par GUILLAND (voir n. 1) p. 185.

69 Cf. SYBEL (voir n. 39) t. 8, pp. 169-171.

70 Cf. lettre de Sybel à Gustav Droysen du 11 août 1853, dans: Johann Gustav Droysen, Briefwechsel, éd. par R. HÜBNER, Leipzig, Berlin 1929, t. 2, p. 172; cf. aussi DOTTERWEICH (voir n. 5) p. 200; cf. aussi SYBEL t. 3, pp. 3-12; SIEBURG (voir n. 1) pp. 241-242.

71 SYBEL, Histoire de l'Europe pendant la Révolution française, t. 2, p. 6; cf. GUILLAND (voir n. 1) p. 168. — « Allerdings ist es richtig, wie überall einer guten Sache zuletzt jegliches Nutzen schafft, so ist auch die Freiheit durch die Revolution gefördert worden: denn ein Jahrhundert wäre vielleicht für halb Europa verflossen, ehe auf friedfertigem Wege der damals zerriebene Schutt des Feudalwesens sich hätte beseitigen lassen. » SYBEL (voir n. 39) t. 3, p. 8.

encore à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, était l'objet de ses aversions déclarées. Et comme, d'autre part, il manifeste une forte répugnance envers les courants démocratiques, ses sympathies historiques sont acquises à l'idéologie dominante des couches moyennes et à l'unité du pouvoir central. Il en résulte son mépris de la noblesse française, de l'oligarchie polonaise et autrichienne, et en général, de tous les hobereaux prussiens. La féodalité représente, tout simplement, pour Sybel, un système de disharmonie sociale qui ne connaît ni le sens de la communauté ni l'esprit public. C'est un système de la violence et des ordres héréditaires, des corporations et de la sujétion, de l'injustice sociale et de la contrainte institutionnalisés<sup>72</sup>.

Par liberté, Sybel n'entend pas la liberté démocratique et la liberté sociale. »La vraie liberté«, dit-il, »est le droit pour l'homme (Befugnis) de développer toutes les dispositions morales de sa nature d'après sa libre décision. La vraie égalité consiste à reconnaître que cette liberté existe pour tous les hommes qui ont droit à une égale protection et à une égale capacité juridique. De là l'idée démocratique vraie et éternelle qui prétend fixer le droit politique de l'individu, non à la manière féodale, d'après le hasard aveugle de la naissance, mais seulement en tenant compte du travail qu'il a fait et en donnant le pas au patriote capable et instruit, même s'il sort de la plus humble chaumière, sur le descendant de la noblesse égoïste ou ignorant. Libre carrière pour le talent et le mérite, c'est là la signification de liberté et d'égalité.«<sup>73</sup>

A aucun endroit de son ouvrage Sybel ne donne une définition du terme »révolution«. Mais son ouvrage contient des indications qui nous permettent de nous faire une idée du sens dans lequel il utilise ce terme. A l'intérieur du processus universel, dans lequel se déroulent, selon sa conviction, les histoires nationales, les révolutions marquent le moment de »l'accélération«<sup>74</sup>; autrement dit, une révolution est pour lui une intervention subite dans le développement continu d'un peuple, un changement rapide des conditions sociales traditionnelles ou un renversement brutal des autorités politiques et étatiques qui ont survécu à leur temps. Si un gouvernement transgressait toutes les limites, écrivait-il en 1844, personne, dans un État bien ordonné, ne pourrait être choqué de voir le peuple recourir aux derniers moyens. Dans une situation pareille, la »force naturelle déchaînée« revendiquerait ses droits. Mais Sybel exigeait qu'une forte force politique se mette à la tête des »masses révolutionnaires« pour rétablir l'ordre étatique momentanément perturbé. Si une révolution pouvait être menée à une bonne fin, c'est-à-dire si elle pouvait être terminée par une réorganisation immédiate du gouvernement sur les bases du droit révolutionnaire, la révolution pourrait être acceptable pour l'historien Sybel. Pour lui des changements révolutionnaires de l'État et de la société étaient acceptables si ces changements se réalisaient en conformité avec la direction générale du développement culturel d'un peuple, c'est-à-dire, pour l'histoire moderne, en conformité avec l'émancipation économique, sociale et politique de la bourgeoisie ayant commencé son ascension depuis le moyen âge. Si une révolution a pour elle »le droit de développement

72 HAFERKORN (voir n. 5) pp. 77-79.

73 Cité par GUILLAND (voir n. 1) p. 174. — Sybel constate aussi: »Les Français prétendaient que les hommes sont nés égaux en droits et que c'est la tâche de l'État de réaliser cette égalité en exigeant pour tous: droit de suffrage égal, droit d'éligibilité aussi, une part égale à la puissance politique. Cette prétention devait les amener rapidement à la revendication qui en est la conséquence logique: droit de possession égal, droit de jouissance égal, ainsi que droit de travail égal. Et nous savons comment Robespierre et Hébert se sont approchés de la réalisation de cette idée. C'est là que se trouve la source de l'échec de la Révolution, la raison de tous les coups de force, l'origine de l'instabilité de toutes ses œuvres, tant au XIX<sup>e</sup> siècle qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle.« Cité par GUILLAND (voir n. 1) pp. 174-175; cf. aussi SYBEL (voir n. 39) t. 3, pp. 3-12; t. 4, p. 44; t. 6, p. 218. — Sur la notion »liberté« chez les libéraux allemands du XIX<sup>e</sup> siècle cf. Michael NEUMÜLLER, *Liberalismus und Revolution. Das Problem der Revolution in der deutschen liberalen Geschichtsschreibung des 19. Jahrhunderts*, Düsseldorf 1973, pp. 51-55.

74 Voir n. 71.

historique<sup>75</sup>, cette question ne peut finalement être jugée que par son succès<sup>76</sup>. Ce sont ces critères que Sybel utilisa pour juger l'origine de la Révolution française et le cours qu'elle prit.

Mais il faut encore attirer l'attention sur un autre aspect de sa conception de la Révolution, de l'époque révolutionnaire. Il était convaincu que le processus révolutionnaire qui se déroulait en France n'était pas encore fini et qu'il se prolongeait au XIX<sup>e</sup> siècle. Mais ce processus révolutionnaire remontait aussi très loin dans le passé. La date de 1789 était pour Sybel l'apogée d'une ligne de continuité, c'est-à-dire l'apogée d'un processus mondial commencé depuis trois siècles. La date de 1789 n'est ni le début ni la fin de cette ligne de continuité<sup>77</sup>. Ce processus mondial est caractérisé par les hauts faits d'un Christophe Colomb, d'un Martin Luther, d'un Nicolas Copernic, d'un Louis XIV et d'un Frédéric le Grand et il s'étend jusqu'au siècle des Lumières et jusqu'au mouvement libéral de l'époque de Sybel. Tous ces individus et tous ces phénomènes sont en leur temps des représentants de la conception moderne de la liberté<sup>78</sup>. Dans cette position de Sybel, on retrouve l'influence de la conception d'histoire universelle de Ranke. Pour Sybel, les grandes conquêtes de la Révolution française, c'étaient l'égalité devant la loi, la liberté économique et la liberté de la propriété. C'étaient ces conquêtes qui donnaient à la Révolution sa place dans le processus mondial qui était un processus progressif et libéral. Et c'étaient à ces conquêtes que des générations postérieures pouvaient rattacher leur développement et ceci, d'après Sybel, malgré la mauvaise tournure que la Révolution avait prise<sup>79</sup>.

Si la date de 1789 était pour Sybel l'apogée d'une ligne de continuité, c'est-à-dire l'apogée du processus mondial, cette date marquait en même temps le dérapage par lequel le mouvement politique du XVIII<sup>e</sup> siècle quittait sa phase progressive – progressive dans le sens bourgeois – pour entrer dans sa phase destructive. Autrement dit, pour Sybel, il n'y avait pas de différence de principe entre les événements de 1789/90 et ceux de 1792. »On a souvent nommé ces premières années«, dit-il, »le beau moment de la Révolution française; en réalité, elles furent à l'année 1793 ce que la semence est à la récolte.«<sup>80</sup> Si Sybel juge positivement l'essor de 1789 et s'il critique les fautes qui ont fait aboutir la Révolution française au pouvoir militaire, au despotisme de Napoléon I<sup>er</sup>, il est donc néanmoins convaincu que les sources, les motifs du »dérapage de 1792« – pour utiliser ici un terme de Furet et Richet<sup>81</sup> – se trouvent déjà en germes dans les événements de 1789/90. Les germes de la radicalisation de la Révolution, il les trouve déjà dans la »Constituante« et dans la »Déclaration des droits de l'homme et du citoyen«. A part Mirabeau<sup>82</sup>, il ne voit pas dans les rangs de la Constituante d'esprit vraiment politique. Sybel s'étonne de la maladresse, de l'inexpérience, de l'imprévoyante naïveté qui prédominent chez les meilleurs, et font dévier le grand fleuve hors de son lit naturel. C'est avec

75 »Das Recht der historischen Entwicklung«, in: Heinrich von SYBEL, Die christlich-germanische Staatslehre, ihre Bedeutung in der Gegenwart, ihr Verhältnis zum geschichtlichen Christen- und Germanentum, in: Germania 2 (1851) pp. 1–28; cité ici d'après Heinrich von SYBEL, Kleine Historische Schriften, Stuttgart 31880, t.3; cf. aussi DOTTERWEICH (voir n.5) p.201; HAFERKORN (voir n.5) pp.198–202.

76 Cf. DOTTERWEICH (voir n.5) pp.201–202; »...die entscheidende Richterin, die geschichtliche Erfahrung...«, SYBEL (voir n.39) t.1, p.260.

77 »Diese [die Französische Revolution] war nicht, wofür sie oft ausgegeben worden, der Anfangspunkt einer neuen Zeit, sie gehört vielmehr nach ihrem positiven Gehalte durchaus in den Zusammenhang des vor drei Jahrhunderten begonnenen Weltprozesses.« SYBEL (voir n.39) t.3, p.7.

78 Ibid., t.3, pp.5–7.

79 »Das große Prinzip des Jahres 1789 lautet auf Freiheit der Arbeit und des Eigentums, auf Gleichheit des Staatsschutzes für jeden Arbeiter und Eigentümer. Hierin ist alles beschlossen.« SYBEL (voir n.39) t.1, p.269.

80 Cité par GUILLAND (voir n.1) p.166; cf. aussi SYBEL (voir n.39) t.1, pp.267–270; t.3, pp.3–4; cf. DOTTERWEICH (voir n.5) p.204; SEIER, Heinrich von Sybel (voir n.5) pp.34–35.

81 Cf. FURET, RICHEL (voir n.56) p.5.

82 Cf. SYBEL (voir n.39) t.1, pp.65–66; p.85.

autant de réserve qu'il s'exprime dans son chapitre intitulé «les Droits de l'homme». «Rien», dit-il, «n'est plus pénible, plus fastidieux, plus humiliant à lire que ces discussions dans lesquelles on cherchait à faire décréter à la majorité des voix ce que signifient les mots de droit et de liberté... On détruisait avec un zèle infatigable les derniers vestiges de la tradition afin de pouvoir édifier l'Etat selon les lois de la nature.»<sup>83</sup> Appeler à la souveraineté un peuple qui n'y était pas encore préparé c'était, d'après Sybel, le conduire à travers une anarchie épuisante au despotisme qui pourrait se présenter à lui comme la voie du salut<sup>84</sup>.

De son analyse des événements, Sybel tirait la conclusion que la monarchie française avait, en 1789, la possibilité et le devoir de réaliser des réformes constitutionnelles et de coopérer ainsi avec les forces modérées. En agissant ainsi, le roi aurait pu suspendre le processus de radicalisation et rendre possible le progrès. Mais le plus grand reproche que l'on puisse trouver sous la plume de Sybel est celui qu'il formula à l'adresse de la bourgeoisie, en premier lieu à celle des Girondins<sup>85</sup>. La bourgeoisie aurait dû être consciente des tendances plébéiennes que contient toute révolution. La bourgeoisie n'aurait pas réalisé à temps l'évolution presque inévitable vers le despotisme, despotisme de la masse populaire d'abord et celui d'un dictateur par la suite. Il n'y a pas eu, dans le passé, de grande révolution, souligne Sybel, qui n'ait eu, en même temps, des motifs religieux ou sociaux, des motifs donc qui s'éloignaient vite de leur première base reposant sur l'idéalisme et d'ordre purement politique pour se transformer en fanatisme et en radicalisme matérialiste. Ces motifs auraient amené, en France, la mobilisation de la masse du bas peuple, mobilisation qui fournit aux révolutions leur «force volcanique»<sup>86</sup>. Revenant à la question de l'avortement de la Révolution française, il constate: «Pour expliquer la Révolution, il faudra toujours revenir à cette question: comment est-il possible que l'enthousiasme de 1789, qui aspirait si fort à la liberté aboutit, après six ans, à un résultat aussi meurtrier. Sans doute l'incapacité des chefs dans la première moitié de la Révolution, le manque d'expérience de la masse dans la pratique des choses politiques et l'excitation des passions populaires pour la guerre étrangère y contribuèrent. Mais la faute capitale fut l'absence absolue d'intelligence pour ses deux idées fondamentales: la liberté et l'égalité.»<sup>87</sup>

Cette absence d'intelligence pour les deux idées fondamentales, la liberté et l'égalité, Sybel ne l'interprétait pas comme une conséquence de l'esprit français ainsi que le suggérait Guillard en prononçant ce jugement: «Sous couvert de faire le procès à la Révolution française, c'est en

83 Cité par GUILLAND (voir n. 1) p. 172; cf. le chapitre intitulé «Die Menschenrechte», dans SYBEL (voir n. 39) t. 1, pp. 90-109.

84 A propos de la déclaration des droits de l'homme Sybel constate: «Die Masse der Menschen wird nicht politisch fähig durch den bloßen Ausspruch des Gesetzes, daß sie politisch mündig sei, sondern erst durch verbreitete Bildung des Geistes und mehr noch des Charakters. Damals aber war die französische Nation zur Selbstregierung so schlecht wie möglich vorbereitet, die Massen in tiefe Unwissenheit, die höheren Stände in beispiellose Sittenverderbnis versunken, überall eine brennende Gier bald nach Rache und Zerstörung, bald nach Herrschaft oder Bereicherung, an keiner Stelle aber ein aufgeklärter Gemeingeist und bei den meisten gerade so viel Vaterlandsliebe, als sich aus frischer Verachtung der Kriegsgefahr und instinktivem Abscheu gegen das Ausland zusammensetzte. Solch ein Volk zur sofortigen und umfassenden Souveränität berufen, hieß es durch abhetzende Anarchie zu errettendem Despotismus führen.» SYBEL (voir n. 39) t. 1, pp. 95-96.

85 «Die Schönheit der Form ist nichts Geringes auch in den furchtbarsten Krisen der Politik; die Gironde verdankt dem oratorischen Zauber, vor allem Vergniauds, einen Nachruhm, den weder ihre Grundsätze noch ihre Thaten hätten verdienen können, denn im übrigen hat sie ohne irgend eine eigentümliche Auszeichnung die Laufbahn der Demagogie zurückgelegt. Sie hat als Opposition die Regierung mit allen Waffen der Anarchie angegriffen und ist dann konservativ geworden, als sie selbst die Regierung führen sollte.» SYBEL (voir n. 39) t. 2, p. 6; cf. aussi p. 284.

86 Cf. DOTTERWEICH (voir n. 5) pp. 120-205; SEIER, Heinrich von Sybel (voir n. 5) p. 35.

87 Cité par GUILLAND (voir n. 1) pp. 173-174; cf. aussi SYBEL (voir n. 39) t. 1, pp. 10-11. Voir t. 6, pp. 217-218.

réalité à l'esprit français et à l'histoire de France qu'il [Sybel] le fait.<sup>88</sup> Cette absence d'intelligence pour ces deux idées fondamentales résultait, selon la conviction de Sybel, des implications négatives de l'Ancien régime français. On pourrait en reconnaître très clairement la cause, écrit-il, dans l'état moral de la vieille France féodale et conservatrice. Il n'y a pas lieu, poursuit-il, de s'étonner que l'orage soulevé par l'appel de la liberté ait tout ruiné, car dans la France féodale toute chose, dans sa substance morale, était malade et dans un état de pourrissement depuis des générations<sup>89</sup>. La raison de l'avortement de la Révolution française ne devait pas selon lui être cherchée dans le fait qu'elle avait pour but la destruction du vieil ordre, mais dans le fait que la nation entraînait dans la lutte, chargée d'un grand fardeau de vieille immoralité. Le radicalisme et la violence n'étaient pas les fruits de la chute de la monarchie mais les conséquences de l'Ancien régime<sup>90</sup>. La structure sociale de la France féodale, la rupture de continuité du rationalisme due à un rationalisme dogmatique et finalement la »Weltanschauung« démoraleuse d'un matérialisme brut étaient responsables, selon Sybel, de la tournure destructive que prenait la Révolution française<sup>91</sup>. Dans ces passages, Sybel utilisait des arguments qu'il avait trouvés chez Edmond Burke dans son ouvrage »Reflections on the revolution in France« (1790) qu'il avait lu et qu'il citait à plusieurs endroits de son »Histoire de l'Europe pendant la Révolution française«<sup>92</sup>.

Mais malgré toute sa critique de l'évolution de la Révolution française vers le radicalisme et vers des revendications communistes, Sybel ne peut être considéré comme un protagoniste de la contre-révolution. Son attitude anti-féodale et sa conviction que la Révolution a concouru au triomphe de la liberté en Europe l'ont empêché de devenir un défenseur déclaré de la contre-révolution<sup>93</sup>. Mais Sybel se distinguait aussi de la position que l'on trouve dans l'historiographie libérale au début et de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Les historiens d'obédience libérale avaient considéré la Révolution française, principalement, comme une lutte constitutionnelle. Ils avaient traité avec sympathie la première phase des événements, qu'ils distinguaient nettement de la terreur et du radicalisme. C'étaient ces représentants de l'historiographie libérale au début et de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle qui devinrent les auteurs de la légende de la Révolution<sup>94</sup>. Sybel avait l'intention de détruire cette légende<sup>95</sup>. Dans son ouvrage on trouve, plus ou moins ouvertement formulée, sa critique des positions

88 GUILLAND (voir n. 1) p. 172. Cf. aussi George P. GOOCH, *Geschichte und Geschichtsschreiber im 19. Jahrhundert. Vom Verfasser neubearbeitete deutsche Ausgabe mit einem Ergänzungskapitel*, Frankfurt am Main 1964, p. 154.

89 »Er [=der Grund] liegt mit grauenvoller Deutlichkeit in dem sittlichen Zustande Frankreichs und zwar des alten, feudalen, konservativen Frankreich zu Tage. Man kann sich hier nicht wundern, daß der Freiheitssturm alles Bestehende in Trümmer warf, denn hier war alles schon seit Menschenaltern in seinem sittlichen Kerne angefault und erkrankt.« SYBEL (voir n. 39) t. 3, p. 9.

90 »Mit einem Worte, die französische Revolution mißlang, nicht weil die Zerstörung der alten Ordnungen ein verkehrtes Beginnen war, sondern weil die Nation mit einem tiefen Bestande alter Sittenlosigkeit in die Bewegung eintrat. Nicht aus dem Sturze, sondern auf dem Boden des Feudalstaates ist die Habgier und Selbstsucht, die Gewaltthätigkeit und Roheit erwachsen, welche von dem Jubel jener Augustnacht zu dem Jammer der Septembermorde geführt hat.« SYBEL (voir n. 39) t. 3, p. 10.

91 Cf. DOTTERWEICH (voir n. 5) p. 207.

92 »Der gedankenreichste Staatsmann der englischen Whigs, Edmund Burke, welcher seit dem Beginne der Revolution die Ursachen ihres Mißlingens mit lebhaftem Nachdrucke verkündet hatte, sagte schon im Oktober 1790 ihren Abschluß durch eine unbedingte Militärgewalt voraus.« Sybel, *Geschichte der Revolutionszeit*, t. 1, p. 267; Sybel s'était intéressé très tôt à Burke: cf. DOTTERWEICH (voir n. 5) pp. 53, 56, 133–134, 136–150, 206, 210; NEUMÜLLER (voir n. 73) p. 91.

93 Cf. aussi SEIER, *Heinrich von Sybel* (voir n. 5) p. 35; DOTTERWEICH (voir n. 5) p. 204.

94 Cf. SIEBURG (voir n. 1) p. 212; DOTTERWEICH, (voir n. 5) p. 204. – Cette position a été critiquée récemment par Neumüller. Cf. NEUMÜLLER (voir n. 73) pp. 37–39, pp. 89–92.

95 »Es ist wohl der bedeutendste Mangel in den früheren Geschichten der Revolution, daß sie über diese Vorgänge ein tiefes Schweigen beobachten, so daß lange Zeit der Satz allgemeine Geltung hatte, das

d'un Blanc, Michelet, Schlosser et Thiers<sup>96</sup>. Pour Sybel, il n'y avait pas de différence, en principe, entre les événements de 1789 et ceux de 1792. Pour lui, les premières années de la Révolution furent »à l'année 1793 ce que la semence est à la récolte.«<sup>97</sup>

### III. Modernité, partialité et objectivité dans l'œuvre principale de Sybel

S'il est question, dans le passage suivant, de la modernité de l'*Histoire de l'Europe pendant la Révolution française* de Sybel, il s'agit, naturellement, d'une modernité relative. Il s'agit du progrès réalisé par la publication de cette œuvre par rapport à l'historiographie de la Révolution française *avant et à l'époque de Sybel*. Avec la publication de son ouvrage, Sybel réalisa d'importants progrès dans le domaine de la méthode historique. Comme personne ne l'avait fait avant lui, il revendiquait l'authenticité documentaire pour le récit des événements révolutionnaires. C'est pourquoi il eut recours aux sources dans une mesure inconnue jusqu'alors. En outre, la dimension économique et sociale dans l'histoire de la Révolution de Sybel était moderne et tout à fait neuve. Il avait compris que les méthodes traditionnelles de l'histoire des idées ne suffisaient pas pour saisir et expliquer, dans leurs profondeurs, les catastrophes économiques de l'époque révolutionnaire. C'est pourquoi il fut le premier à étudier la situation sociale et économique en France au XVIII<sup>e</sup> siècle, les prémices sociales du mouvement des masses populaires et de l'origine du potentiel révolutionnaire, le développement des prix, des salaires et de la valeur de la monnaie. Pour la première fois, un historien de la Révolution française attribuait à ces facteurs une importance majeure dans le processus révolutionnaire. Sybel analysa les relations entre l'économie des assignats et les confiscations des propriétés de l'Église et des émigrés, entre la banqueroute de l'état et l'expansion militaire et entre l'économie nationale et l'organisation du gouvernement de l'Etat<sup>98</sup>. Que ces passages dans son ouvrage ne puissent plus suffire aux exigences de la science historique de notre temps ne change rien au fait que c'est à Sybel qu'appartient le mérite d'avoir attiré, le premier, l'attention des historiens sur ces problèmes. Quant à lui, il était conscient du progrès de son historiographie. Dans une lettre adressée à son collègue Droysen il écrivait: »Je ne crois pas que Ranke ait formulé si ouvertement un principe politique et social comme je l'ai fait dans mon introduction et dans mes chapitres sur les droits de l'Homme et les données économiques en France.«<sup>99</sup>

La conception méthodique s'attachant à montrer, dans son œuvre, l'interdépendance entre la politique intérieure et la politique extérieure et de les saisir dans leurs influences réciproques était tout à fait moderne et neuve. Son ouvrage était aussi la première grande histoire de la diplomatie européenne pendant la Révolution. Comme personne d'autre avant lui, Sybel avait analysé les rapports existant entre les théâtres de l'Ouest et de l'Est de la diplomatie européenne.

Mais il y avait aussi des progrès dans d'autres domaines. Ainsi Sybel avait détruit, avec son ouvrage, le mythe révolutionnaire répandu parmi les libéraux allemands de la première heure. Contre eux, il affirmait, se basant sur les résultats de ses recherches, qu'il n'y avait pas de différence de principe entre les événements de 1789/90 et ceux de 1792. Malgré sa position

vorige Jahrhundert habe nur eine politische und erst das jetzige eine sociale Revolution angestrebt ...»  
SYBEL (voir n. 39) t. 1, pp. 267-268; cf. aussi t. 3, p. 11.

96 Cf. SIEBURG (voir n. 1) p. 234; DOTTERWEICH (voir n. 5) p. 139, note 32.

97 Voir note 80.

98 Cf. p. 107; cf. aussi DOTTERWEICH (voir n. 5) pp. 197 et 214-215.

99 »Ich glaube nicht, daß Ranke in einer historischen Schrift jemals so unumwunden ein politisches oder soziales Prinzip ausgesprochen hat, als es meine Einleitung und die Kapitel über Menschenrechte und ökonomische Verhältnisse tun«. Sybel à Droysen du 11 août 1853, dans: Johann Gustav Droysen, Briefwechsel (voir n. 70) t. 2, p. 173; cf. DOTTERWEICH (voir n. 5) p. 215.

positive à l'égard de l'essor de 1789, Sybel était convaincu que les motifs, les raisons du «dérapiage de 1792» et de l'évolution vers le radicalisme existaient déjà en germes dans les événements de 1789/90<sup>100</sup>. Si beaucoup de ses résultats ont été dépassés aujourd'hui, par la recherche moderne, on ne peut pas lui disputer le grand mérite d'avoir attiré l'attention des historiens sur des problèmes qu'ils avaient longtemps ignorés. Beaucoup de ces problèmes et questions se trouvent encore aujourd'hui au centre de l'intérêt des spécialistes, et ceci grâce aux impulsions données par Sybel.

Mais s'il n'y a pas de doute que Sybel a élaboré et appliqué des méthodes scientifiques modernes et marquant un progrès par rapport à l'état de l'historiographie de son époque, il faut aussi reconnaître qu'il était lié à son temps et à son milieu. Comme représentant de la bourgeoisie libérale-conservatrice, comme protestant rhénan et comme homme qui ne niait pas ses sympathies pour l'Etat national allemand sous la direction de la Prusse, il voulait être un représentant de juste milieu, de l'attitude équilibrée des extrêmes<sup>100a</sup>. Ses convictions politiques étaient antiféodales, antiultramontaines, antidémocratiques et antiradicales. Dans son «Histoire de l'Europe pendant la Révolution française», il voulait fournir à ses compatriotes une leçon qui les dégoûterait à jamais des funestes chimères du radicalisme. Mais ces convictions résultaient pour Sybel non seulement des expériences de son temps, mais aussi des leçons qui devaient être tirées de l'histoire, de la continuité du «processus mondial» libéral qui avait pour but l'émancipation économique, sociale et politique de la bourgeoisie<sup>101</sup>. Pour Sybel, le travail de l'historien devait être en relation avec les événements et les faits de son temps. La conséquence de cette conviction était pour lui que l'historien devait formuler son propre jugement sur ces événements et ces faits. Mais c'était dans leur contexte historique que ces événements actuels et leur évolution devaient être considérés et jugés<sup>102</sup>.

L'objectivité dans le récit des faits et événements était pour Sybel une exigence nécessaire. Mais cette objectivité devait être combinée, pour lui, avec une prise de position de l'historien. Il ne voyait pas le danger du parti pris qui résultait d'une telle position. Sybel était plutôt convaincu que le jugement, la prise de position de l'historien à l'égard des faits et événements actuels résultaient, pour ainsi dire d'eux-mêmes, des processus historiques analysés par l'historien. Sybel croyait que le jugement positif ou négatif que l'historien porte sur les événements du passé et leurs retentissements pouvait être trouvé dans le procès historique objectif, tel qu'il se montrait à l'œil incorruptible de l'historien<sup>103</sup>. Fondés sur de tels procédés, les jugements de l'historien ne pourraient pas être dénués d'objectivité. C'est ce dont Sybel était convaincu<sup>104</sup>. Ce point de vue de Sybel est, sans doute, très discutable et ne correspond guère aux conceptions modernes de la théorie de l'histoire. Mais on ne peut pas nier que ces convictions théoriques de Sybel donnaient à son œuvre historique une certaine consistance et une certaine plausibilité.

Si l'on se rend compte de ces prémisses théoriques de Sybel il est compréhensible qu'il devait critiquer sévèrement l'évolution vers le radicalisme de la Révolution française. Il devait la condamner parce qu'elle était entièrement contraire à la continuité de ce «processus mondial» libéral dont nous avons déjà parlé. Cette critique ne résultait pas, selon la conviction de Sybel,

100 Cf. p. 114.

100a Georg von BELOW, Die deutsche Geschichtsschreibung von den Befreiungskriegen bis zu unseren Tagen, (Handbuch der mittelalterlichen und neueren Geschichte) München, Berlin 1924, p. 51.

101 Sybel croyait à l'idée du progrès dans l'histoire. Cf. DOTTERWEICH (voir n. 5) pp. 130-131.

102 Cf. Mommsen (voir n. 5) p. 137.

103 Ibid. pp. 140-141; cf. aussi DOTTERWEICH (voir n. 5) pp. 129-130.

104 «Er [= Sybel] nahm vielmehr zuversichtlich und ganz ohne Arg an, daß sich der eigene Standpunkt, von dem aus sei es eine »begeisternde«, sei es eine verdammende Würdigung der jeweiligen Geschehnisse zu erfolgen habe, am objektiven historischen Prozeß, so wie er sich dem unbestechlichen Auge des Historikers darbot, festmachen lassen.» MOMMSEN (voir n. 5) p. 141; cf. aussi pp. 144-145; - cf. IGGERS (voir n. 13) p. 153.

d'un parti pris, d'une volonté de dénigrement, mais de l'analyse objective de la Révolution française dans le contexte de ce »processus mondial«. Il est compréhensible que non seulement des contemporains français mais aussi des historiens modernes n'aient pas pu accepter cette position de Sybel à l'égard de la Révolution<sup>105</sup>. Mais Sybel n'avait pas l'intention d'écrire un ouvrage antifrançais. Il ne voulait pas »préparer l'Allemagne à se ruer sur une nation sœur dont les doctrines étaient, sont et, grâce à Dieu, resteront toujours contagieuses«, comme écrivait Alfred Rambaud en 1877, en faisant ainsi allusion à la guerre de 1870/71<sup>106</sup>. Malgré tous les passages de son ouvrage qui peuvent être interprétés comme malveillants à l'égard des Français, Sybel ne voulait pas critiquer la France mais le radicalisme et l'évolution de la Révolution française vers le communisme. »On aurait ... grand tort«, comme l'a souligné à juste titre Albert Sorel, »de méconnaître les efforts qu'il a faits pour séparer dans ses jugements la France et la Révolution française.«<sup>107</sup> Et Guiland a mal compris Sybel s'il constate: »Déjà dans son »Histoire de l'époque révolutionnaire« Sybel s'était montré casuiste fort expert dans l'art de faire passer pour blanc ce qui est noir et noir ce qui est blanc.«<sup>108</sup>

Conclure ainsi, c'est s'arrêter à la surface de l'»Histoire de l'Europe pendant la Révolution française« et à la surface du phénomène de l'historiographie de Sybel. Malgré sa critique ouverte du radicalisme de la Révolution française Sybel ne condamne pas totalement celle-ci. »Bien que la Révolution ait fait fausse route«, écrit-il, »tout finit par concourir au triomphe d'une bonne cause, et, dans ce sens, il est vrai de dire que la Révolution a hâté l'avènement de la liberté; sans elle, un siècle serait peut-être encore écoulé avant que la moitié de l'Europe se fût complètement affranchie, par des voies pacifiques, des derniers restes de l'état féodal.«<sup>109</sup> Néanmoins, on ne peut contester que l'ouvrage de Sybel, dans ses détails ainsi que dans sa conception générale, ne corresponde plus aux exigences de l'historiographie actuelle de la Révolution française.

105 Cf. GUILLAND (voir n. 1) pp. 150–226; GOOCH (voir n. 88) pp. 151–159.

106 RAMBAUD (voir n. 51) p. 791.

107 ALBERT SOREL, *Compte rendu sur »Geschichte der Revolutionszeit von 1789–1800, von H. von Sybel. Bd. I, II, III vierte, erweiterte und vervollständigte Auflage, Bd. IV zweite Auflage, Stuttgart, Buddeus, 1877–1878«, dans: Revue Historique 10 (1879) p. 470.*

108 GUILLAND (voir n. 1) p. 210.

109 SYBEL, *Histoire de l'Europe pendant la Révolution française*, t. 2, p. 6; cf. GUILLAND (voir n. 1) p. 168. – »Wer diesen Schluß aus dem Fehlschlagen der Revolution ziehen, wer hiernach die Erhebung von 1789 überhaupt verwünschen wollte, müßte über ein unvertilgbares Bedürfnis der menschlichen Natur hinwegsehen und die Geschichte Europas seit drei Jahrhunderten für eine einzige große Lüge erklären.« SYBEL (voir n. 39) t. 3, pp. 3–4.